

Veille – semaine du 05 décembre 2012

1. GOUVERNANCE ET ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRES

Ontario – Francophonie

4 décembre 2012 - Plus de 300 jeunes d'une soixantaine d'écoles sont sortis la semaine dernière des forums *Ta région, ton impact!* de la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO) organisés dans les quatre coins de l'Ontario. Ces formations servent de catalyseur pour l'organisation d'événements dans leurs écoles secondaires et communautés respectives. Maxime Pagé, une participante, témoigne: «J'ai appris plein de choses. Je veux commencer une équipe de prélèvement de fonds bientôt. J'ai appris des moyens de prélever des fonds, des buts, des raisons et comment le faire». De plus, cette année des participant.e.s de partout en Ontario ont eu la chance d'être formé.e.s par des professionnel.le.s de deux disciplines: bande dessinée et journalisme électronique. Leurs créations seront diffusées lors des 20es Jeux franco-ontariens, organisés par la FESFO en mai 2013.

<http://www.lexpress.to/archives/10343/>

Canada – Francophonie

4 décembre 2012 - C'est sur une note positive que s'est tenue, le 17 novembre dernier à La Cité francophone, l'AGA de la FPFA, devant une quarantaine de personnes. En effet, l'organisme a terminé sa dernière année financière (1er septembre 2011 au 31 août 2012) avec un surplus de plus de 22 000 \$. « L'élément à retenir, c'est que notre surplus a permis d'éponger presque entièrement le déficit accumulé que nous avons », a lancé la trésorière Kate Charbonneau. Cet excédent, la FPFA le doit notamment au Conseil scolaire Centre-Nord (CSCN) qui s'est engagé à verser 100 000 \$ par année pendant trois ans pour l'encadrement des prématernelles francophones, à la Fédération des conseils scolaires francophones de l'Alberta (FCSFA) qui s'est engagée pour 75 000 \$ et au Secrétariat francophone (40 000 \$).

<http://www.lefranco.ab.ca/a-lire/actualite/520-la-fpfa-entrevoit-lavenir-avec-optimisme.html>

5 décembre 2012 - Un projet de société. Une vision sur le long terme. Ce sont les mots utilisés hier, à Corte, par Sébastien Quenot et Pierre Ghionga, lors de la présentation aux syndicats du projet de coofficialité de la langue corse. Près de quatre heures de discussions - en français à 90 % du temps - précédées d'un état des lieux de la langue corse et une présentation didactique du projet autour d'un thème qui, s'il rassemble sur son idée générale, divise sur les manières d'arriver au résultat souhaité. Un texte avait été fourni aux représentants syndicaux : « *Une base de travail* », assure Pierre Ghionga, président du jeune conseil de la langue corse.

<http://www.corsematin.com/article/home-page/coofficialite-de-la-langue-les-syndicalistes-vigilants-sur-la-mise-en-oeuvre.836497.html>

6 décembre 2012 - Il y a quatre ans, presque jour pour jour, soit le 8 décembre 2008, l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) laissait aller une de ses filiales, en l'occurrence la librairie Le Carrefour, car celle-ci crouissait sous un lourd fardeau financier de quelque 250 000 \$ de déficit accumulé. À l'époque, l'Université de l'Alberta était sortie de nulle part avec une offre d'achat. Avec peu d'intérêt de gens d'affaires francophones désireux de se

porter acquéreurs de cette institution, l'ACFA, anxieuse de se départir de ce boulet, avait accepté de vendre, même si cette décision ne faisait pas à l'époque l'unanimité au sein de la communauté.

<http://www.lefranco.ab.ca/a-lire/editorial/523-quel-avenir-pour-le-carrefour.html>

7 décembre 2012 - La mission fransaskoise au Québec semble avoir attiré l'attention des médias québécois sur la présence des francophones en Saskatchewan, mais pas aux goûts de tous. La délégation de près d'une trentaine de personnes, dont le secrétaire provincial aux Affaires francophones Wayne Elhard, a fait ce qu'elle pouvait pour être visible pendant trois jours dans les villes de Québec et de Montréal. Elle a notamment tenu deux conférences de presse, s'est présentée à des vernissages, a assisté à des spectacles et a visité l'Assemblée nationale.

<http://www.radio-canada.ca/regions/saskatchewan/2012/12/07/001-fin-mission-fransaskoise-interet-medias-quebecois.shtml>

Canada – Autres

3 décembre 2012 - Language Nest program tous early immersion for preschoolers. Aboriginal language teachers in Canada's northwestern Yukon territory will soon have a new tool to teach kids First Nation languages. The Council of Yukon First Nations held workshops in Whitehorse this week, explaining the Language Nest program. The program has been successful in reviving languages in places like New Zealand and Australia, along with other parts of Canada. In the program, fluent speakers become involved in early childhood education, creating immersion-style learning for children ages one to four.

<http://eyeontheartic.rcinet.ca/home/canada/45-society/2746--teaching-aboriginal-languages-in-the-north-a-new-approach-for-yukon-canada>

International - Francophonie

4 décembre 2012 – Algérie : Ils étaient nombreux à répondre, hier aux environs de onze heures, à l'invitation du Collectif National Autonome pour l'Enseignement de la Langue Amazighe (CNAELA). La salle des cours de l'université, prévue pour l'assemblée générale programmée par le collectif s'avérera trop exiguë pour contenir étudiants et enseignants venus faire leurs « propositions ». Du coup, la salle débordera sur le couloir.

<http://www.depechedekabylie.com/national/116878-marche-pour-la-leeve-du-caractere-facultatif.html>

International – Minorités linguistiques

3 décembre 2012 – Espagne : The Board of Education, Universities, Culture and Sport Committee of the Aragonese Regional Government presented 173 amendments to the bill on use, protection and promotion of the languages and linguistic forms of the Region of Aragon.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/22296>

4 décembre 2012 – Espagne : The Galician Language Service of the Confederation of Businessmen of Galicia has just launched the campaign 'Vende en galego, vende en Nadal' ('Sell

in Galician, sell at Christmas') addressed to Galician businesses. With this purpose and having customers in mind, several adverts and New Year's messages in Galician language have been created.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/22341>

4 décembre 2012 – Espagne : Neither the messaging service WhatsApp, nor the social networks Youtube, Facebook or Twitter, or the web system Gnome for Linux were offered in Galician when they were first launched into the market. Nowadays, however, some of them can be used in Galician while for others there are projects to translate them from English into Galician. It is estimated that over hundred Galician volunteers have joined several projects to translate these programmes, web environments and networks for free.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/22340>

2. MOBILISATION DES SAVOIRS COMMUNAUTAIRES

Canada - Francophonie

3 décembre 2012 - Le 17 novembre dernier, le concours Rock Star de Saint-Jean-Port-Joli mettait en vedette des groupes de la relève provenant de la ville hôte aussi bien que de Tourville, de Montmagny, de Berthier-sur-Mer, de Saint-Joseph-de-Beauce et de Québec. Eh bien mes amis, devinez dans quelle langue chante cette « relève » québécoise issue de villages à presque 100 % francophones ? Les noms de ces groupes vous en donneront un indice : We Used to Be 5, Black Dream, They Were Here, Last Way, The Freatz et... Black Squad. Un seul se démarque par son choix. Il illustre d'ailleurs très bien le mot qui me vient en tête devant le constat de notre acculturation : Les Tables'Arnak, de La Pocatière. René Angélil et Stéphane Laporte auraient beau jeu de venir ici sermonner nos jeunes pour leur à-plat-ventrisme devant l'anglais.

<http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/365548/farewell-to-french>

4 décembre 2012 - L'état du bilinguisme officiel et de la dualité linguistique canadienne préoccupe beaucoup plus les francophones que les anglophones, ce qui pourrait être « inquiétant » pour l'unité du pays, selon les résultats d'un sondage mené pour le compte de Patrimoine canadien. Le bilinguisme serait avant tout une affaire de francophones, s'il faut en croire un rapport portant sur « l'appréciation et la perception des deux langues officielles » dont LeDroit a obtenu copie. Les anglophones sont beaucoup moins nombreux à comprendre les mérites du bilinguisme officiel et de la dualité linguistique, conclut le document.

<http://www.lapresse.ca/le-droit/politique/sur-la-colline-parlementaire/201212/03/01-4600361-les-anglos-moins-attaches-au-bilinguisme.php>

6 décembre 2012 - Existe-t-il un mot plus galvaudé que «bilinguisme» dans le contexte canadien? Non seulement l'emploie-t-on à toutes les sauces, mais son sens et sa portée restent souvent imprécis, en plus de varier selon la géographie. Enrichissement linguistique et culturel pour certains, attrait économique pour d'autres, élément central des enjeux liés aux droits linguistiques, menace identitaire et irritant perpétuel pour plusieurs, une seule conclusion s'impose clairement: le concept demeure plus populaire chez les francophones que chez les anglophones. Le tableau brossé dans un sondage de Patrimoine canadien, dévoilé par *LeDroit* cette semaine, est riche en contenu et lourd d'avertissements.

<http://www.lapresse.ca/le-droit/opinions/editoriaux/pierre-allard/2012/12/05/01-4601199-sondage-revelateur.php>

6 décembre 2012 - Le président de la Coopérative des publications francsaskoises, Florent Bilodeau, est satisfait des 145 000 \$ obtenus pour la vente de l'édifice du journal l'Eau vive. « La Coopérative est très heureuse d'avoir pu aller chercher ce montant-là. Comme vous le savez, il y a des déficits à rectifier », explique le président, Florent Bilodeau. En novembre, M. Bilodeau, a révélé que l'hebdomadaire francsaskois l'Eau vive faisait face à un déficit de [près de 75 000 \\$](#). Le conseil d'administration discutera le 19 décembre prochain de la façon dont il disposera des fonds recueillis grâce à la vente de l'édifice. « Est-ce qu'on voudra tout investir ou bien quand même se garder un petit prêt d'un certain montant, disons le tiers de ce montant-là? », explique Florent Bilodeau.

<http://www.radio-canada.ca/regions/saskatchewan/2012/12/06/006-eau-vive-vente-cooperative-publications-francsaskoises.shtml>

8 décembre 2012 - Le recensement de 2011 est venu confirmer l'anglicisation de Montréal débuté pendant la période 2001-2006. Depuis 20 ans, l'absence d'une politique linguistique sérieuse, l'affaiblissement de la loi 101 à la suite des différents jugements de la Cour suprême, les études bidon sur l'évolution linguistique au Québec et l'absence d'un renforcement de la Charte de la langue française ont mené au déclin du français des dix dernières années. Pour y remédier, le Québec a besoin d'une politique linguistique globale qui contienne des mesures structurantes. Nous sommes loin du compte avec l'actuel dépôt du projet de loi no 14, dont les mesures homéopathiques sont d'ores et déjà condamnées à l'inefficacité. Pour changer l'ordre des choses, il faut du courage politique, un courage qui ne prend pas prétexte d'un gouvernement minoritaire pour se défilier.

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/365902/des-mesures-homeopathiques-inefficaces>

International - Francophonie

4 décembre 2012 – Belgique : Huit enfants sur dix qui parlent turc ou marocain à la maison, reçoivent une punition lorsqu'ils parlent cette langue à l'école, révèle un sondage mené par des chercheurs des universités d'Anvers, Gand et Louvain et détaillé mardi dans De Standaard. Environ deux tiers des élèves qui parlent une autre langue que le néerlandais à la maison, ne peuvent pas utiliser cette langue en classe ou au moment de la récréation. Chez les enfants d'origine turque et marocaine, ce pourcentage grimpe toutefois jusqu'à environ 80%.

<http://www.rtl.be/info/belgique/societe/963367/les-ecoles-flamandes-bannissent-le-marocain-et-le-turc>

International - Minorités linguistiques

5 décembre 2012 – Espagne : Sara, for girls, and Hugo, for boys where the most common names given to children born in Galicia in 2011. To find a Galician-language name, it is necessary to go to number 13 in both cases: Antía for girls and Iago for boys.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/22359>

5 décembre 2012 – Malte : Language is the biggest stumbling block for non-EU children attending school in Malta, according to a report that exposes the absence of a policy to help them

integrate. There are some 370 students – excluding irregular immigrants – from 50 different countries enrolled in primary or secondary schools after their parents legally settled on the island, the report found. Co-funded by the EU, the report exposes an increasingly multicultural, multilingual environment where schools and teachers grapple with situations on an ad hoc basis without any clear direction.

<http://www.timesofmalta.com/articles/view/20121205/local/Language-a-barrier-to-pupil-integration.448218>

5 décembre 2012 – Scandinavie : IF YOU can read this post, then Jan Terje Faarlund thinks you do. The researcher at the University of Oslo and his colleague Joseph Emmonds of Palacky University in the Czech Republic have claimed that Old Norse didn't influence Old English, but replaced it. They place emphasis not only on the many words (heretofore presumed loaned) from Norse into English, but also grammatical structures. They claim that it is an "almost universal" rule that languages in contact—as Norse and Old English were after the Viking invasions—swap words but not grammar. The story has gotten little pickup in the English press (so far), but a few Scandinavian news websites have passed it on uncritically: "English is a Scandinavian Language" reads the headline in Aftenposten, a leading Norwegian daily.

<http://www.economist.com/blogs/johnson/2012/12/language-families>

6 décembre 2012 – Tibet : Katia Buffetrille, ethnologue et tibétologue à l'École pratique des hautes études, fait partie des 80 spécialistes mondiaux du Tibet qui lancent un appel au futur président chinois Xi Jinping, qui prendra les rênes du pays en 2013, pour la préservation de la langue et de la culture tibétaines, menacées de disparition. Interview.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20121206.OBS1741/tibet-une-langue-et-une-culture-menacees-de-disparition.html>

7 décembre 2012 – Tadjikistan : Evidence is mostly anecdotal, but the linguistic changes are obvious to Tajiks who have been away for years. This past summer, for example, Ruslan Akhmedov wanted to sell an apartment he inherited, so returned to Dushanbe from a small Russian town where he's lived for most of his adult life. "I placed an ad in a local paper indicating my phone number," Akhmedov recalled. "Out of about thirty people who called me during the first couple of days, only three or four easily switched into Russian. With the others, I had to communicate in my primitive Tajik. Regrettably, I've almost forgotten the language."

<http://www.rferl.org/content/russian-language-fading-away-in-dushanbe/24792196.html>

7 décembre 2012 - Nestled in the mountains of the Alps, it's Italy's richest province, and has been part of the country for almost 100 years - but some in South Tyrol just don't feel fully Italian. A few years ago I had to ring up the War Graves Association in South Tyrol. An Alpine glacier near the Austrian-Italian border was melting and had revealed the bodies of three soldiers, killed in the bloody mountain battles of the World War I. The phone was answered by a man who spoke German with a strong Tyrolean accent. "Were these soldiers from the Austrian army or the Italian army?" I asked. "They were part of the Austrian army," he said.

<http://www.bbc.co.uk/news/magazine-20633126>

3. RELATIONS COMMUNAUTÉ– AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES

Ontario – Francophonie

5 décembre 2012 - De nouvelles ententes entre la Saskatchewan et le Québec pourraient profiter aux artistes fransaskois, ont annoncé le secrétaire provincial aux affaires francophones de la Saskatchewan et le ministre québécois délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes. Wayne Elhard et Alexandre Cloutier se sont rencontrés derrière des portes closes et ont émergé de leur entretien en faisant cette annonce mardi, dans le cadre d'une mission fransaskoise d'une trentaine de délégués au Québec. Au sortir de sa discussion, M. Elhard a d'abord relaté avoir tenté de voir comment les gouvernements saskatchewanais et québécois pouvaient élargir leur accord de coopération actuel en matière d'éducation en langue française. Puis, M. Cloutier a ajouté qu'il pourrait y avoir de nouvelles ententes avec les Fransaskois dès l'an prochain, entre autres pour promouvoir la culture.

<http://www.radio-canada.ca/regions/saskatchewan/2012/12/05/001-annonce-ententes-culture-mission-fransaskoise-quebec.shtml>

7 décembre 2012 - Au moins deux maires du nord de l'Ontario se réjouissent du rejet de l'appel par la Cour suprême du Canada, dans le dossier de l'affichage commercial bilingue dans le canton de Russell, dans l'Est ontarien. Deux hommes tentaient de faire invalider le règlement sur l'affichage bilingue commercial, affirmant que cette mesure viole la Charte canadienne des droits et libertés au chapitre des droits individuels et de la liberté d'expression. La mairesse de Nipissing Ouest, Joanne Savage dit même envisager de proposer au conseil municipal d'encourager l'affichage bilingue chez les commerçants. La municipalité a déjà un règlement pour que ses documents et son site internet, entre autres, soient dans les deux langues officielles.

<http://www.radio-canada.ca/regions/Ontario/2012/12/07/006-affiche-bilingue-villes-nord.shtml>

Canada – Francophonie

4 décembre 2012 - Des retouches plutôt qu'une refonte en profondeur. Avec le projet de loi sur la langue que déposera demain la ministre Diane De Courcy, le gouvernement Marois prendra la mesure de son statut minoritaire à l'Assemblée nationale. Sept lois devront être modifiées avec celle que veut faire adopter Mme De Courcy. Des consultations générales seront convoquées pour le début de 2013. Les entreprises de 11 à 49 employés obtiendront tout le temps nécessaire pour se conformer aux nouvelles obligations imposées par la loi - un délai de trois ans, selon un scénario préparé pour le sous-ministre responsable du dossier, Jacques Beauchemin.

<http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-quebecoise/201212/04/01-4600396-loi-sur-la-langue-trois-ans-pour-se-conformer.php>

4 décembre 2012 - *Lettre des employeurs à madame Diane de Courcy Madame la Ministre,*
Comme vous le savez, le Conseil du patronat du Québec croit à l'importance de promouvoir

l'utilisation du français dans les entreprises, et il joint le geste à la parole avec la réalisation d'initiatives concrètes à ce sujet, en collaboration avec l'Office québécois de la langue française (OQLF). Par ailleurs, comme représentant des employeurs au Québec, le Conseil du patronat est aussi extrêmement préoccupé par l'alourdissement constant du fardeau réglementaire des entreprises. Nous estimons en effet que les réglementations émanant de toutes les entités gouvernementales - aussi justifiées soient-elles prises individuellement - représentent, dans leur ensemble, une menace de plus en plus importante pour l'efficacité et la rentabilité de nos entreprises. Cela est vrai pour les organisations de toutes les tailles, notamment pour les petites et les moyennes entreprises.

<http://www.lapresse.ca/le-soleil/opinions/points-de-vue/201212/04/01-4600614-la-reglementation-du-francais-un-equilibre-fragile.php>

4 décembre 2012 - Le gouvernement Marois doit déposer, mercredi, son projet de réforme de la Charte de la langue française. Dans une ultime tentative, le Conseil du patronat lui demande aujourd'hui de renoncer à y assujettir les entreprises de 11 à 49 employés. Dans une lettre rendue publique mardi, le président du CPQ, Yves-Thomas Dorval, exhorte la ministre Diane de Courcy à faire preuve de modération et «d'éviter d'alourdir les obligations réglementaires avec un élargissement de la Charte de la langue française» à ces entreprises. Une étude publiée la semaine dernière par l'Office québécois de la langue française montre «qu'il n'y a pas péril en la demeure et que la situation du français dans les petites entreprises semble relativement bonne», rappelle-t-il.

<http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-quebecoise/201212/04/01-4600571-la-francisation-des-pme-baroud-dhonneur-du-cpq.php>

4 décembre 2012 - Des retouches plutôt qu'une refonte en profondeur. Avec le projet de loi sur la langue que déposera demain la ministre Diane De Courcy, le gouvernement Marois prendra la mesure de son statut minoritaire à l'Assemblée nationale. Sept lois devront être modifiées avec celle que veut faire adopter Mme De Courcy. Des consultations générales seront convoquées pour le début de 2013. Les entreprises de 11 à 49 employés obtiendront tout le temps nécessaire pour se conformer aux nouvelles obligations imposées par la loi - un délai de trois ans, selon un scénario préparé pour le sous-ministre responsable du dossier, Jacques Beauchemin

<http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-quebecoise/201212/04/01-4600396-loi-sur-la-langue-trois-ans-pour-se-conformer.php>

5 décembre 2012 - L'identité québécoise est faite de beaucoup de choses. Elle tient de notre situation singulière en Amérique, d'une vision du monde qui nous vient de notre expérience de minoritaires et, en même temps, du sentiment de notre originalité. Elle est faite de ces valeurs dans lesquelles nous nous reconnaissons et de cette culture qui emprunte à la fois à l'Europe et à l'Amérique. Mais par-dessus tout, les Québécoises et Québécois de toutes origines ont en commun une langue qui est aujourd'hui le lieu de leur rassemblement.

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/365584/la-langue-francaise-lieu-de-notre-rassemblement>

5 décembre 2012 - La ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles et ministre responsable de la Charte langue française, Diane De Courcy, présentera mercredi son projet de

loi tant attendu qui modifie la loi 101, mais qui inscrit aussi dans la Charte des droits et libertés de la personne la prédominance du français au Québec.

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/365600/quebec-renforcera-le-francais-par-la-charte-des-droits>

5 décembre 2012 - Le gouvernement Marois recule et n'interdira pas aux immigrants et aux étudiants francophones de continuer de s'inscrire dans les cégeps anglophones. La «nouvelle» loi 101 présentée mercredi par la ministre responsable de la Charte de la langue française, Diane De Courcy, ne s'appliquera pas au réseau collégial comme s'y était pourtant engagé le Parti québécois en campagne électorale. Et il ne s'agit pas du seul recul. «Ça, c'est de la *realpolitik*, a expliqué la première ministre Pauline Marois, en conférence de presse, au Salon rouge. *Nous sommes un gouvernement minoritaire, nous tenons à ce que cette loi soit adoptée. Les consultations menées par ma collègue auprès de plus de 300 groupes et personnes nous ont amenées à conclure qu'il n'y avait aucune unanimité* (sur la question des cégeps)», a-t-elle ajouté.

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/365608/le-gouvernement-pequiste-depose-son-projet-de-reforme-de-la-loi-101>

5 décembre 2012 - La Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse déposera un préavis de poursuite contre le gouvernement de la Nouvelle-Écosse immédiatement après l'adoption du projet de loi abolissant les circonscriptions acadiennes dites protégées. « On sait d'ores et déjà que le projet de loi sera adopté en troisième lecture, et donc, par conséquent, vous comprendrez que la Fédération acadienne n'a aucun autre choix que de déposer un préavis de poursuite contre le gouvernement de la Nouvelle-Écosse », affirme la directrice générale de la FANE, Marie-Claude Rioux.

<http://www.radio-canada.ca/regions/atlantique/2012/12/04/008-poursuite-fane-reforme-circonscriptions-nouvelle-ecosse.shtml>

5 décembre 2012 - Le gouvernement Marois renonce à étendre sa «nouvelle loi 101» au réseau collégial, contrairement à ce qu'il avait promis en campagne électorale. En lieu et place, il imposera une épreuve de français aux étudiants fréquentant les institutions anglophones.

<http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/politique/2012/12/05/01-4601073-nouvelle-loi-101-un-projet-vital-estime-marois.php>

5 décembre 2012 - Nul besoin d'offrir une formation «francophonie 101» aux jeunes journalistes québécois qui sont envoyés dans les stations francophones de Radio-Canada ailleurs au pays, estime le radiodiffuseur public. La semaine dernière, devant le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), la sénatrice franco-manitobaine Maria Chaput exprimait le souhait que les journalistes de la société d'État envoyés dans les communautés francophones de l'extérieur du Québec soient davantage formés afin de mieux comprendre et rapporter la réalité des francophones de ces provinces.

<http://www.lapresse.ca/le-droit/actualites/2012/12/05/01-4600964-les-jeunes-reporters-sont-bien-outilles-dit-radio-canada.php>

6 décembre 2012 - “To my fellow Anglo Quebecers (*sic*) I say: Don’t worry. Your rights will be fully protected.” Remember that? It’s from Pauline Marois’s 30-word message in English in her Sept. 4 election-night victory speech. Now, three months later, it’s just one more promise broken

by Marois's Parti Québécois government. Its proposed "new Bill 101" would amend the Quebec Charter of Human Rights and Freedoms in a way that appears to restrict fundamental rights, in particular those of non-francophones. The PQ bill would make an addition to the charter's preamble that describes French as "a fundamental factor of (Quebec's) social cohesion" <http://www.montrealgazette.com/news/Macpherson+Bill+could+restrict+fundamental+rights/7657703/story.html#ixzz2EamBoFPw>

6 décembre 2012 - Pour le gouvernement Marois, le renforcement de la place du français au Québec passe par un florilège de mesures comme l'application de la Charte de la langue française (CLF) aux entreprises de 26 à 49 employés et l'inscription dans la Charte des droits et libertés de la personne du droit de vivre et de travailler en français. Mais ça ne va pas jusqu'à respecter l'engagement électoral du Parti québécois visant à empêcher les francophones et les allophones de fréquenter le cégep anglais. « Nous avons le sentiment que ce projet de loi est suffisamment fort pour changer la trajectoire », a déclaré la première ministre Pauline Marois lors de la conférence de presse qui a suivi la présentation à l'Assemblée nationale du projet de loi 14 « modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives » par la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles et ministre responsable de la Charte de la langue française, Diane De Courcy <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/365726/de-nouveaux-droits-pour-stopper-le-recul-du-francais>

6 décembre 2012 - Le gouvernement québécois a déposé son projet de loi 14 modifiant la Charte de la langue française et la Charte des droits et libertés de la personne. Les détails en ont été dévoilés lors d'une conférence de presse de la première ministre Pauline Marois et de la ministre responsable de la Charte de la langue française, Diane De Courcy. Le projet de loi fait de l'usage du français un droit inclus dans la Charte québécoise des droits et libertés. « La Charte va consacrer le droit de vivre et de travailler en français. » — La ministre responsable de la Charte de la langue française, Diane De Courcy <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2012/12/05/001-quebec-loi101-decourcy.shtml>

6 décembre 2012 - La latitude du gouvernement Marois, minoritaire, n'était pas très grande, mais il a réussi avec le projet de loi 14, la « nouvelle » Charte de la langue française, à fournir un texte fouillé et équilibré, contenant certaines audaces. Au moins, dans le constat et dans le discours, le Parti québécois a rompu avec la mauvaise conscience qui marqua l'ère Bouchard, faite de surplace en matière linguistique. Nulle surprise de constater la présence en coulisse, à titre de sous-ministre associé à Diane de Courcy, du sociologue Jacques Beauchemin, auteur du grand essai L'histoire en trop (VLB, 2002), critique de cette résignation de certains souverainistes. Pourtant majoritaire, un gouvernement Bouchard n'aurait jamais accouché du projet de loi 14 de 2012. <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/365666/renover-une-grande-loi>

6 décembre 2012 - Le projet de loi 14 a suscité méfiance et scepticisme et entraîné des commentaires partagés, mercredi. Sans surprise, les libéraux ont fait une sévère mise en garde au gouvernement qui risque de rompre un équilibre précaire entre la protection du français et celle des droits fondamentaux. Selon le chef libéral Jean-Marc Fournier, il faut craindre « l'astuce, la

trappe à homards» avec un projet de loi qui risque de «diviser les Québécois». «Leur idée, c'est de dire qu'il faut enlever des droits aux anglophones, que l'anglais est une langue étrangère. Je crois qu'on n'a pas besoin d'une guerre linguistique au Québec.» Le gouvernement, selon lui, veut «que le grand sujet au Québec soit le problème linguistique. Est-ce que c'est le grand problème? Ne faisons pas diversion. Le grand problème, c'est l'économie», a-t-il lancé.

<http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-quebecoise/201212/06/01-4601282-reforme-de-la-loi-101-mefiance-scepticisme-et-inquietudes.php>

6 décembre 2012 - La première ministre Pauline Marois a invoqué la realpolitik que lui impose le statut minoritaire de son gouvernement pour expliquer l'abandon de son engagement électoral d'étendre au cégep les dispositions de la Charte de la langue française. C'est la même realpolitik qui a poussé la ministre responsable, Diane De Courcy, à exclure de sa « nouvelle loi 101 » le recours à la clause nonobstant pour abolir les écoles passerelles. La différence est qu'un projet de loi distinct sera présenté à l'Assemblée nationale au printemps prochain, même s'il est clair que le PLQ et la CAQ en empêcheront l'adoption. Au lendemain de l'élection du 4 septembre, Mme Marois avait déclaré qu'elle entendait faire le débat sur le cégep, même s'il n'y avait aucune chance de rallier les partis d'opposition. Son gouvernement a plutôt opté pour « des moyens qui susciteront l'adhésion le plus largement possible ». Elle a indiqué que la situation pourrait être réévaluée après une période de trois à cinq ans, mais les mesures alternatives annoncées sont manifestement là pour de bon.

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/365712/comme-disait-laurin>

6 décembre 2012 - Pour le gouvernement Marois, le renforcement de la place du français au Québec passe par un florilège de mesures comme l'application de la Charte de la langue française (CLF) aux entreprises de 26 à 49 employés et l'inscription dans la Charte des droits et libertés de la personne du droit de vivre et de travailler en français. Mais ça ne va pas jusqu'à respecter l'engagement électoral du Parti québécois visant à empêcher les francophones et les allophones de fréquenter le cégep anglais. « Nous avons le sentiment que ce projet de loi est suffisamment fort pour changer la trajectoire », a déclaré la première ministre Pauline Marois lors de la conférence de presse qui a suivi la présentation à l'Assemblée nationale du projet de loi 14 « modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives » par la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles et ministre responsable de la Charte de la langue française, Diane De Courcy.

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/365726/de-nouveaux-droits-pour-stopper-le-recul-du-francais>

7 décembre 2012 - La disparition des circonscriptions acadiennes en Nouvelle-Écosse suscite des réactions au N.-B. Le gouvernement conservateur de David Alward a l'intention de déposer un rapport sur la modification de la carte électorale de la province. Le gouvernement a tenu une consultation préliminaire au cours des derniers mois et devrait présenter un premier rapport d'ici le début de l'hiver. Ces réformes, en plus de la décision du gouvernement de la Nouvelle-Écosse,

laissent un goût amer sur ce qui pourrait se produire dans la province du Nouveau-Brunswick. La Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick s'inquiète de la décision du gouvernement de la Nouvelle-Écosse de fusionner ses circonscriptions acadiennes. Inquiet, parce qu'ici aussi au Nouveau-Brunswick, le gouvernement veut revoir la carte électorale.

<http://www.radio-canada.ca/regions/atlantique/2012/12/07/009-reaction-province-circonscriptions.shtml>

7 décembre 2012 - Le ministre de la Justice de la Nouvelle-Écosse, Ross Landry, présente des excuses à la Fédération acadienne pour avoir fait semblant de jeter à la poubelle son préavis de poursuite. L'incident est survenu jeudi, peu après l'adoption de la réforme de la carte électorale. Ross Landry a fait semblant de jeter une enveloppe remise par la Fédération. « Ça démontre que le parti NPD n'a pas de respect pour la démocratie. C'est un processus démocratique de prendre la province en cour si on n'est pas content avec une décision de la province.

<http://www.radio-canada.ca/regions/atlantique/2012/12/07/006-ross-landry-presente-excuses-fane.shtml>

7 décembre 2012 - Fidèle à son engagement électoral, le gouvernement de Pauline Marois a déposé à l'Assemblée nationale le projet de loi 14 qui propose une importante refonte de la Charte de la langue française afin de promouvoir et de protéger le français au Québec. Ce projet actualise la Charte de la langue française en adoptant de nouvelles mesures pour renforcer l'emploi du français au travail, à l'école et dans les entreprises, en plus d'assurer une meilleure intégration des nouveaux arrivants. « Le Parti Québécois s'était engagé à déposer une nouvelle charte dans les 100 premiers jours de son mandat, et c'est ce que nous avons fait avec ce projet rassembleur pour tous les Québécois », a déclaré le ministre Réjean Hébert.

<http://www.estrieplus.com/contenu-0404040431333535-23432.html>

7 décembre 2012 - Minoritaire, le gouvernement de Pauline Marois a dû abandonner les changements radicaux qu'il envisageait pour la Charte de la langue française. Ainsi, le projet de loi 14 déposé mercredi ne prévoit pas d'empêcher les jeunes francophones et allophones de fréquenter un collège de langue anglaise. Très bonne chose. Néanmoins, s'il était adopté tel quel, le projet de loi mettrait en place un régime tracassier et, sous certains aspects, vexatoire. Les PME et l'administration publique se verraient empêtrés encore un peu plus dans les règlements et la paperasse sans que cela n'améliore la situation du français au Québec.

<http://www.lapresse.ca/debats/editoriaux/andre-pratte/201212/06/01-4601567-nouvelle-loi-101-tracassiere-et-vexatoire.php>

8 décembre 2012 - En présentant le projet de loi 14 qui vise à renforcer la place du français au Québec, la ministre responsable de la Charte de la langue française, Diane De Courcy, a affirmé qu'elle s'était inspirée des positions de tous les partis politiques, au premier chef du Parti libéral du Québec, en cherchant le consensus. Mais déjà les libéraux ont annoncé qu'ils s'opposeraient à des pans importants du projet de loi, tout comme la Coalition avenir Québec, qui refuse qu'on

tente de franciser les petites entreprises, question de ne pas nuire aux investissements. Lorsqu'ils étaient au pouvoir, les libéraux de Jean Charest ont trouvé une foule de raisons pour rejeter tout renforcement de la Charte de la langue française. Au fil des études dévoilées par l'Office québécois de la langue française (OQLF), la ministre de la Culture et des Communications, Christine St-Pierre, s'est évertuée à voir dans les données sur l'état du français au Québec les signes indubitables que tout allait pour le mieux. Le verre était toujours plein, bien qu'à moitié.

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/365911/l-illusoire-consensus-pour-renforcer-la-loi-101>

International – Francophonie

3 décembre 2012 – Suisse : Pour apaiser les craintes du PDC tessinois Marco Romano, Alain Berset a expliqué que la sensibilisation au suisse-allemand pratiquée au cycle d'orientation genevois ne se généralisera pas à la Suisse. La sensibilisation au suisse-allemand enseignée depuis cet automne aux élèves du cycle d'orientation à Genève ne remet pas en cause l'apprentissage de la langue de Goethe dans les cantons latins. Alain Berset a tenu lundi à apaiser les craintes soulevées par Marco Romano (PDC/TI).

<http://www.lacote.ch/fr/regions/geneve/le-suisse-allemand-ne-deviendra-pas-langue-nationale-rassurance-alain-berset-2139-1080687>

4 décembre 2012 – Algérie : « L'Algérie est comme un corps humain, il ne peut rester debout sur une seule jambe » Larbi Ould Khelifa. Assistant à un colloque sur l'aménagement linguistique abrité par l'université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou, M.Larbi Ould Khelifa L'ancien président du Haut conseil de la langue arabe et actuel président de l'APN a été honoré par le comité scientifique du colloque national sur la planification organisé par la faculté des lettres et sciences sociales, en signe de reconnaissance à son engagement en faveur de l'union linguistique en Algérie, à savoir les langues arabe et Tamazight. Selon les membres de l'institut de la langue arabe, l'hommage rendu à M. Larbi Ould Khelifa est largement mérité vu son engagement en faveur de la réhabilitation de « la citoyenneté linguistique » dans notre pays où les deux langues nationales, arabe et Tamazight, se doivent de cohabiter pour renforcer l'unité nationale.

<http://www.setif.info/Tamazight-et-la-rehabilitation-de,7347>

5 décembre 2012 - Le groupe de travail de la Chambre qui planche depuis deux ans sur l'"équilibre linguistique" au sein de l'armée a approuvé mercredi, majorité contre opposition (qui s'est abstenue), des recommandations demandant de "tendre vers l'équilibre" entre les officiers francophones et néerlandophones pour les plus hautes fonctions de la hiérarchie militaire. Pour le FDF, cela ne changera rien à la situation. Dans ces recommandations déposées par la majorité, mais jugées insuffisantes par le FDF et exagérées par le Vlaams Belang et la N-VA, figure

notamment la demande d'une intensification des efforts de rééquilibrage entre les deux rôles linguistiques "aussi bien dans les grades inférieurs et supérieurs" et dans les organismes internationaux

http://www.rtbf.be/info/belgique/detail_un-plan-pour-retablir-l-equilibre-linguistique-a-l-armee?id=7887221

6 décembre 2012 – Maroc : Un an et demi après l'amendement de la constitution marocaine qui a mis sur un pied d'égalité le tamazight et la langue arabe, l'officialisation de la langue amazighe n'est pas encore concrètement mise en œuvre. Les militants amazighs appellent à l'accélération de la cadence sur le plan législatif pour atteindre cet objectif. Tout le monde doit désormais se mobiliser pour que cette langue puisse prendre sa place au Maroc, a déclaré le 21 novembre Mahjoubi Aherdane, président amazigh du Mouvement populaire et ancien ministre, lors d'une rencontre organisée par la Chambre des conseillers. Il a tenu à rappeler que les Amazighs furent les premiers habitants du Maroc.

<http://www.magharebia.com/cocoon/awi/xhtml1/fr/features/awi/features/2012/12/06/feature-04>

8 décembre 2012 - D'un côté des Français, à qui le traité de Maastricht de 1992 a donné la citoyenneté européenne... mais à laquelle les Français croient peu. De l'autre des Québécois citoyens canadiens depuis bientôt 150 ans... mais qui, en très grande majorité, se sentent avant tout appartenir à la Belle Province. Deux situations aux antipodes ? Pas tant que ça, à en croire Christian Philip, recteur de l'Académie de Montpellier, dans le sud de la France, et Daniel Turp, professeur à l'Université de Montréal, président de l'Association québécoise de droit constitutionnel.

<http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/365624/ils-sont-d-abord-francais-et-quebecois>

4. RELATION COMMUNAUTÉ – SECTEUR ACADEMIQUE

Ontario – Francophonie

5 décembre 2012 - Le gouvernement fédéral octroie une contribution financière de 1,6 million de dollars au Collège Boréal pour son nouveau campus à Toronto. Cette somme, provenant du ministère du Patrimoine canadien, a été confirmée vendredi dernier, 30 novembre, par le député d'Etobicoke-Lakeshore, Bernard Trottier, lors de son passage au 1, rue Yonge. « Nous sommes honorés d'accueillir notre député, Bernard Trottier, dans ce fleuron de l'éducation collégiale francophone à Toronto, a déclaré le président du Collège Boréal, Denis Hubert-Dutrisac. La confiance du gouvernement fédéral envers le Collège Boréal témoigne des résultats tangibles que nous atteignons depuis dix ans dans le Centre-Sud-Ouest et des objectifs que nous surpassons d'année en année, au profit de tous les francophones de l'Ontario. »

<http://www.lemetropolitain.com/nouvelles.asp?nID=17117>

5 décembre 2012 - L'universitaire Servanne Woodward a donné une conférence sur les identités francophones entre littérature « Monde » et « Migrante » au Département des études françaises de l'Université Western. Servanne Woodward ne fait que poser une série de constats. Les réponses, comme tout le monde ou presque au sujet de la francophonie, cette spécialiste de la littérature française du XVIIIe siècle à l'Université Western les cherche encore. L'universitaire a pourtant une thèse précise sur le sujet, une théorie nourrie d'abondantes lectures, de recherches

compliquées et de réflexions informées : la francophonie est en miettes. Pas au sens de la cassure, mais à celui plus subtil des entités plurielles qui entretiennent toutes les unes par rapport aux autres des liens plus ou moins distendus. Une réflexion qui a fait l'objet d'une conférence au titre intimidant : Identités francophones entre littératures « Monde » et « Migrante », et qui a été donnée au Département des études françaises de l'Université Western, où la question fait l'objet d'une attention aiguë.

<http://www.lemetropolitain.com/nouvelles.asp?nID=17118>

Canada – Francophonie

4 décembre 2012 - Une série de consultations organisées par le Conseil des écoles fransaskoises (CÉF) s'est poursuivie à Regina lundi soir. Une dizaine de parents se sont rendus au pavillon secondaire de l'école Monseigneur de Laval pour discuter des enjeux du milieu scolaire. Ils étaient invités à partager leurs opinions à propos de la programmation dans les écoles fransaskoises et du transport scolaire, notamment. Les parents ont aussi pu faire connaître leur opinion dans un sondage en ligne. Une dernière consultation aura lieu à Bellevue, ce qui conclura la tournée.

<http://www.radio-canada.ca/regions/saskatchewan/2012/12/04/001-consultation-cef-ecole-monseigneur-regina.shtml>

6 décembre 2012 - Le Conseil des écoles fransaskoises (CÉF) déplore, dans un communiqué publié jeudi, être exclu de la nouvelle Charte de Lloydminster, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2013. Il estime que l'École Sans-Frontières à Lloydminster ne jouira pas des mêmes droits que celles des divisions scolaires publiques et catholiques. Lloydminster est située sur la frontière de la Saskatchewan et de l'Alberta et les écoles des commissions scolaires publiques et catholiques s'y trouvant sont régies par la charte, qui n'inclut pas le CÉF. Or, le conseil demande depuis trois ans aux gouvernements de la Saskatchewan et de l'Alberta de modifier la charte pour en faire partie, selon l'avocat du CÉF, Roger J. F. Lepage.

<http://www.radio-canada.ca/regions/saskatchewan/2012/12/06/004-cef-exclusion-charte-lloydminster-alberta.shtml>

6. RELATION COMMUNAUTÉ – SECTEUR JURIDIQUE

Ontario – Francophonie

4 décembre 2012 - Lorsqu'un couple se sépare et que la Cour doit déterminer quel parent a la garde des enfants, quelle importance doit être accordée à la langue d'instruction? C'est la question que la Cour d'appel de l'Ontario a eu à trancher

dernièrement et c'est probablement la première fois au Canada qu'un tribunal d'appel établit d'une façon aussi claire la différence entre l'école de langue française et l'école d'immersion lorsqu'il est nécessaire de considérer l'intérêt véritable d'un enfant.

<http://www.lexpress.to/archives/10348/>

6 décembre 2012 - La saga entourant le dossier de l'affichage commercial bilingue dans le canton de Russell, dans l'Est ontarien, prend fin. La Cour suprême du Canada a rejeté, jeudi matin, la demande d'appel du militant anglophone Howard Galganov et de l'homme d'affaires d'Embrun Jean-Serge Brisson. Les deux hommes tentaient de faire invalider le règlement sur l'affichage bilingue commercial, affirmant que cette mesure viole la Charte canadienne des droits et libertés au chapitre des droits individuels et de la liberté d'expression. Les plaignants avaient été déboutés par la Cour d'appel de l'Ontario en juin dernier. Le tribunal avait ainsi confirmé la décision de la Cour supérieure de l'Ontario, rendue en 2010.

<http://www.radio-canada.ca/regions/ottawa/2012/12/06/004-affichage-bilingue-decision-cour-supreme.shtml>

Canada – Francophonie

3 décembre 2012 - Le bâtonnier du Québec, Nicolas Plourde, a indiqué qu'il est essentiel que les juges de la Cour suprême du Canada soient bilingues, lors de la cérémonie d'accueil du nouveau juge Richard Wagner. M. Plourde a aussi fait part de son désir de voir autant de femmes que d'hommes dans la magistrature «afin que le visage de la Cour soit le reflet de notre société».

<http://www.lanouvelle.net/Actualites/Justice/2012-12-03/article-3132880/Les-juges-devraient-etre-bilingues/1>

3 décembre 2012 - Il est essentiel que les juges de la Cour suprême du Canada soient bilingues, a lancé sans broncher le bâtonnier du Québec, lundi à Ottawa, en plein milieu de la cérémonie d'accueil officielle du nouveau juge québécois Richard Wagner. Profitant d'une rare tribune au sein même de la Cour suprême du Canada, le bâtonnier Nicolas Plourde a aussi déclaré qu'il est souhaitable qu'il y ait autant de femmes que d'hommes «afin que le visage de la Cour soit le reflet de notre société». M. Plourde a jugé nécessaire de réaffirmer ces principes chers au Québec et à son Barreau, devant la Cour suprême réunie au grand complet, et en présence du ministre fédéral de la Justice, Rob Nicholson.

<http://www.ledevoir.com/societe/justice/365458/le-batonnier-du-quebec-estime-le-bilinguisme-essentiel-pour-les-juges-de-la-cour-supreme>

3 décembre 2012 - La Cour suprême du Canada annoncera jeudi si elle accepte ou non d'entendre la cause du militant anglophone Howard Galganov et de l'homme d'affaires d'Embrun Jean-Serge Brisson. Les deux hommes tentent de faire invalider le règlement sur l'affichage bilingue commercial dans le canton de Russell, dans l'Est ontarien. Les deux hommes affirment que cette mesure viole la Charte canadienne des droits et libertés au chapitre des droits individuels et de la liberté d'expression. Les plaignants ont été déboutés par la Cour d'appel de l'Ontario en juin. En juin dernier, la Cour d'appel de l'Ontario avait rejeté l'appel de Galganov et

de Brisson, confirmant la décision de la Cour supérieure de l'Ontario, rendue en 2010. Les deux tribunaux avaient déclaré valide le règlement sur l'affichage bilingue pour les nouveaux commerces de Russell.

<http://www.radio-canada.ca/regions/ottawa/2012/12/03/008-cour-supreme-affichage-bilingue-jeudi.shtml>

7 décembre 2012 - La Cour suprême du Canada a rejeté, jeudi matin, une demande d'appel faite en Ontario au sujet de l'affichage bilingue. Cette décision viendra peut-être donner du poids aux politiques qui sont déjà en place dans certaines villes du Nouveau-Brunswick. Le juriste Michel Doucet se réjouit de la décision de la plus haute cour du pays de rejeter la demande d'appel visant à invalider un règlement sur l'affichage commercial bilingue dans le canton de Russell, en Ontario.

<http://www.radio-canada.ca/regions/atlantique/2012/12/06/010-affichage-bilingue-cour.shtml>

6 décembre 2012 - Le refus par la Cour suprême du Canada d'entendre une contestation du règlement sur l'affichage commercial bilingue à Russell, en Ontario, suscite des réactions en Acadie. Jeudi matin, la Cour suprême a rejeté la demande d'appel du militant Howard Galganov et de l'homme d'affaires Jean-Serge Brisson, qui estiment que le règlement du comté de Russell viole la Charte canadienne des droits et libertés. Le juriste acadien Michel Doucet espère que ce dénouement incitera d'autres collectivités à adopter des règlements semblables chez elles. « C'est clair que c'est une démarche légitime et légale, et qui va servir à la vitalité des communautés, à l'épanouissement des communautés minoritaires.

<http://www.radio-canada.ca/regions/atlantique/2012/12/06/006-reactions-affichage-russell-cour-supreme.shtml>

International – *Minorités linguistiques*

3 décembre 2012 - The new law which forces immigrants to take Russian language exams to be able to work in Russia has come into effect, according to the Federal Immigration Service.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/22293>